



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° 459/2026/DREAL/UD88 du 19 MAI 2026
mettant en demeure la société MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES, de respecter des
prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment ses article L.171-8, L.511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaise GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral N° 2690/98 du 02 novembre 1998 qui autorise la société MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES à implanter une activité de lavage intérieur de citernes routières ;
- Vu le rapport en date du 31 mars 2026, rédigé par l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES, en date du 03 avril 2026 ;
- Considérant qu'il a été constaté, lors de la visite d'inspection du 14 janvier 2026, des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission du paramètre phosphore total pour les rejets de la station de lavage de citernes ;
- Considérant en conséquence que les dispositions de article 1.2.10 de l'arrêté préfectoral susvisé ne sont pas respectées ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est susceptible de porter préjudice aux intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que la société MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES, n'a pas émis d'observation au sujet du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 03 avril 2026 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 – La société MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Chavelot, est mise en demeure de respecter sous un délai de douze mois, pour l'exploitation de ses installations de lavage de citerne qu'elle exploite à Chavelot, les valeurs limites d'émissions prescrites à l'article 1.2.10 de l'arrêté préfectoral N°2690/98 du 02 novembre 1998.

Article 2 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée à la mairie de Chavelot.

Fait à Épinal, le 19 MAI 2026

Le Préfet,


Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale
Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.